

La croissance européenne s'installe sur un tout petit rythme

Virginie Malingre

La Commission a revu à la baisse ses prévisions pour 2026. L'Allemagne retrouve des couleurs, mais Bruxelles s'inquiète de l'incertitude en France

BRUXELLES - bureau européen

On ne peut pas dire que les perspectives économiques de l'Union européenne (UE) soient réjouissantes. Elles ne sont pas non plus catastrophiques, mais la croissance du continent semble vouée à rester morose, alors que le produit intérieur brut (PIB) de ses trois premières économies, l'Allemagne, la France et l'Italie, a du mal à augmenter de plus de 1 % par an. Tel est le paysage peu engageant qu'esquisSENT les dernières prévisions de la Commission, publiées lundi 17 novembre.

L'année 2025 – avec une croissance de 1,4 % dans l'UE et de 1,3 % pour la zone euro – a bénéficié d'un premier semestre qui a vu les exportations bondir, avant que les Etats-Unis concrétisent leurs annonces de hausses de droits de douane. Pour 2026, en revanche, Bruxelles a revu ses prévisions à la baisse et mise sur une croissance de 1,4 % en moyenne pour les Vingt-Sept et de 1,2 % au sein de l'union monétaire. En 2027, ces chiffres devraient respectivement monter à 1,5 % et 1,4 %.

Le commissaire à l'économie, Valdis Dombrovskis, évoque un « *environnement externe hostile* ». Au-delà des effets qu'elles ont sur les exportations européennes, sur fond d'appréciation de l'euro, les hausses de droits de douane américains déstabilisent le commerce international et « *les barrières commerciales ont atteint des sommets historiques* », observe-t-il. Elles incitent notamment la Chine à rediriger massivement ses exportations vers l'UE et à exploiter ses dépendances, en terres rares par exemple, pour que, à son tour, elle ne lui ferme pas ses frontières.

Dans ce contexte, insiste M. Dombrovskis, « *l'Europe doit [redoubler] d'efforts pour améliorer [sa] compétitivité et libérer [son] potentiel de croissance* ». « *Nous devons agir, et agir maintenant* », juge-t-il. Depuis un an, la Commission multiplie les projets de loi pour simplifier ses règles et alléger les charges administratives des entreprises, mais, pour le reste, elle tarde à mettre en musique les préconisations du rapport sur la compétitivité remis en septembre 2024 par l'ex-président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, dont elle sait qu'elles divisent les Etats membres.

Effort de défense

« *Un marché du travail résilient, l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de financement favorables devraient [néanmoins] soutenir une croissance économique modérée* » dans les deux prochaines années, estime la Commission, qui compte sur la demande intérieure et une reprise de l'investissement pour soutenir l'économie.

Pour autant, le déficit budgétaire de la zone euro devrait se détériorer, pour atteindre 3,4 % du PIB en 2027, contre 3,1 % en 2024. L'effort de défense des Européens qui, sous pression de Washington, se sont engagés, au sein de l'OTAN, à augmenter leurs dépenses militaires, devrait y contribuer. Dans ce contexte, la dette publique au sein de l'union monétaire devrait aussi augmenter, de 88,1 % du PIB en 2024 à 90,4 % en 2027.

Dans cet environnement morose, il faut se féliciter du lent redémarrage de l'économie allemande, dont la richesse nationale devrait renouer avec la croissance, après deux ans de récession. Elle devrait croître de 0,2 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. « *L'Allemagne a traversé une période prolongée de stagnation économique*, note la Commission. Son PIB (en valeur réelle) en 2024 était à peu près au même niveau qu'en 2019 ».

Percuté par la flambée des prix de l'énergie consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, par le recul de ses exportations dans un monde de plus en plus protectionniste et par la nécessité d'augmenter ses dépenses militaires face à des Etats-Unis qui ne veulent plus financer la sécurité des Européens, le modèle allemand est en crise. Mais la décision du chancelier Friedrich Merz d'investir des centaines de milliards d'euros dans la défense, les infrastructures et les technologies vertes lui donne un peu d'oxygène.

La France, bien plus endettée, ne peut s'offrir une politique budgétaire expansionniste. D'autant qu'elle fait face à des « *incertitudes politiques* » qui « *pèsent sur sa croissance* », constate la Commission. Bruxelles a minoré ses prévisions pour l'Hexagone, dont l'activité ne devrait augmenter de 0,9 % en 2026, après une hausse de 0,7 % en 2025. Le taux de chômage, qui avait diminué ces dernières années, devrait remonter, pour s'élever à 8 % en 2026 (7,6 % en 2025).

Bruxelles suit de près la situation des comptes publics hexagonaux. « *Il faudra voir où atterrissent les débats budgétaires au Parlement* », a déclaré M. Dombrovskis, qui réclame des « *mesures pour compenser l'effet de la suspension de la réforme des retraites* ». La Commission anticipe un ratio déficit budgétaire sur PIB qui devrait reculer de 5,5 % à 4,9 % entre 2025 et 2026, avant de remonter à 5,3 % en 2027. Quant à la dette publique, rapportée à la richesse nationale, elle devrait continuer sa progression, de 116 % en 2025 à 120 % en 2027.

L'Italie, elle, devrait voir sa dette commencer à se stabiliser : elle devrait représenter 136 % de son PIB en 2025, 138 % en 2026 et 137 % en 2027, alors que ses déficits publics devraient passer sous la barre des 3 %, inscrite dans le traité de Maastricht, l'an prochain. Toutefois, sa croissance devrait rester atone, à 0,4 % cette année et 0,8 % en 2026 comme en 2027.

Ces prévisions comportent un risque à la baisse, a prévenu la Commission, lundi. Elle évoque l'« *incertitude persistante en matière de politique commerciale* », l'éventualité d'une « *nouvelle escalade des tensions géopolitiques* », la « *réévaluation des risques sur les marchés boursiers* », la « *fréquence croissante des catastrophes liées au climat* », ainsi que l'« *incertitude politique intérieure* » comme autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance.